

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er mars 1989.

Art. 9. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 1^{er} février 1989.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op 1 maart 1989.

Art. 9. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 1 februari 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT

**MINISTÈRE DE L'INTERIEUR
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

F 89 — 321

16 JANVIER 1989. — Arrêté ministériel portant exécution de l'arrêté royal du 18 novembre 1982 concernant l'accueil et la formation des agents de l'Etat

Le Ministre de la Fonction publique,

Vu l'arrêté royal du 18 novembre 1982 concernant l'accueil et la formation des agents de l'Etat, notamment les articles 5, 6 et 7, modifiés par l'arrêté royal du 3 décembre 1987;

Vu le protocole n° 23 du 11 janvier 1989, dans lequel sont considérées les conclusions de la négociation menée au sein du Comité des services publics nationaux, communautaires et régionaux;

Vu les lois relatives au Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1, modifié par la loi du 9 août 1980;

Considérant que les agents de l'Etat ont acquis un certain nombre de jours de congé de formation depuis la mise en vigueur de l'arrêté royal du 3 décembre 1987, que l'attribution réelle du congé de formation reste impossible tant que les modalités d'exécution nécessaires n'ont pas été prises, qu'il s'indique donc d'invoquer l'urgence,

Arrête :

Article 1er. Les activités de formation suivantes sont agréées dans chaque ministère pour l'octroi d'un congé de formation :

1° les cours du « *schriftelijk onderwijs van de Dienst Schriftelijk Onderwijs van het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap* »;

2° les cours de l'enseignement à distance de la Direction générale de l'enseignement et de la formation du Ministère de la Communauté française;

3° les cours organisés dans le cadre de l'enseignement de promotion sociale et qui sont organisés, subventionnés ou reconnus par l'Etat;

4° les cours relevant de l'enseignement supérieur non universitaire de type court et de plein exercice organisés le soir ou le week-end, dans des établissements d'enseignement supérieur conformément à l'article 5bis de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur;

5° les cours relevant de l'enseignement supérieur non universitaire de type long et de plein exercice, organisés le soir ou le week-end dans des établissements d'enseignement supérieur conformément à l'article 5bis de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur;

6° les cours relevant de l'enseignement universitaire des premier et deuxième cycles, organisés le soir ou le week-end dans les universités et les établissements assimilés aux universités en vue de l'obtention d'un titre légal ou scientifique visé par la loi du 11 septembre 1933 sur la protection des titres d'enseignement supérieur;

7° les cours de tout cycle d'études complémentaires organisés par les universités et les établissements assimilés aux universités.

Art. 2. Le nombre de reports possibles de congés de formation non ou partiellement utilisés est limité à 5.

Les heures reportées qui ont trait à l'année la moins récente sont utilisées en premier lieu.

**MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN
EN OPENBAAR AMBT**

N. 89 — 321

16 JANUARI 1989. — Ministerieel besluit houdende uitvoering van het koninklijk besluit van 18 november 1982 betreffende het onthaal en de vorming van het rijkspersoneel

De Minister van Openbaar Ambt,

Gelet op het koninklijk besluit van 18 november 1982 betreffende het onthaal en de vorming van het rijkspersoneel, inzonderheid op de artikelen 5, 6 en 7, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 december 1987;

Gelet op het protocol nr. 23 van 11 januari 1989, waarin de conclusies van de onderhandeling gevoerd in het Comité voor de nationale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten zijn vermeld;

Gelet op de wetten van de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Overwegende dat het rijkspersoneel sedert de inwerkingtreding van het koninklijk besluit van 3 december 1987 een aantal dagen vormingsverlof heeft verworven, dat de daadwerkelijke toekenning van het vormingsverlof onmogelijk is zolang de noodzakelijke uitvoeringsmaatregelen niet zijn getroffen, dat het dus noodzakelijk is de hoogdringendheid in te roepen,

Besluit :

Artikel 1. In elk ministerie worden voor de toekenning van een vormingsverlof de volgende vormingsactiviteiten erkend :

1° de leergangen van het schriftelijk onderwijs van de Dienst Schriftelijk Onderwijs van het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap;

2° de leergangen van het « *enseignement à distance de la Direction générale de l'enseignement et de la formation du Ministère de la Communauté française* »;

3° de cursussen gegeven in het kader van het onderwijs voor sociale promotie en georganiseerd, gesubsidieerd of erkend door de Staat;

4° de cursussen van het hoger niet universitair onderwijs van het korte type en met volledig leerplan die 's avonds of in het weekeinde worden gegeven in inrichtingen voor hoger onderwijs overeenkomstig artikel 5bis van de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs;

5° de cursussen van het hoger niet universitair onderwijs van het lange type en met volledig leerplan 's avonds of tijdens het weekeinde gegeven in inrichtingen voor hoger onderwijs, overeenkomstig artikel 5bis van de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs;

6° de cursussen van het universitair onderwijs van de eerste en de tweede cyclus die 's avonds of tijdens het weekeinde worden gegeven in universiteiten of in de met universiteiten gelijkgestelde inrichtingen met het oog op het verkrijgen van een wettelijke of wetenschappelijke titel bedoeld bij de wet van 11 september 1933 op de bescherming van de titels van hoger onderwijs;

7° de cursussen van elke cyclus van aanvullende studies georganiseerd door de universiteiten of door de met universiteiten gelijkgestelde inrichtingen.

Art. 2. Het aantal mogelijke overdrachten van niet gebruikt of gedeeltelijk gebruikt vormingsverlof is tot 5 beperkt.

De overgedragen uren van het minst recente jaar worden het eerst opgenomen.

Lorsque pour une certaine année un nombre d'heures est refusé, les heures non encore utilisées de la cinquième année précédant le refus peuvent être récupérées pendant l'année qui suit le refus. Le nombre d'heures récupérées ne peut dépasser le nombre d'heures refusées.

Art. 3. Pour l'obtention d'une dispense de service ou d'un congé de formation prévu à l'article 5, §§ 2 et 3 de l'arrêté du 18 novembre 1982 concernant l'accueil et la formation des agents de l'Etat, l'agent mentionne dans sa demande la ou les formation(s). Il doit obtenir l'autorisation du secrétaire général ou à son défaut, du directeur général délégué par le ministre.

Ils peuvent déléguer cette compétence entièrement ou partiellement au directeur de la formation et dans les ministères qui ont organisé un service central de formation, au chef du service de formation.

L'accord est précédé de l'avis du chef de service.

Art. 4. La dispense de service ou le congé de formation afférents aux activités de formation organisées en année scolaire sont pris entre le début de l'année considérée et la fin de la première session d'examens de cette année scolaire. En cas de seconde session d'examens la période susvisée est prolongée jusqu'à la fin de cette session.

La dispense de service ou le congé de formation afférents aux activités de formation qui ne sont pas organisées en année scolaire sont pris entre le début et la fin de l'activité de formation.

La dispense de service ou le congé de formation, afférents aux activités de formation auxquels une présence régulière n'est pas requise, sont pris entre le début et la fin des travaux imposés. Si cette formation est suivie de la participation à un examen, la période est prolongée jusqu'à la fin de la première ou éventuellement de la seconde session d'examens.

Pour les activités de formation ne requérant pas de présence régulière, la durée du congé de formation est égale au nombre de leçons figurant à l'attestation d'inscription régulière, visée à l'article 6.

Art. 5. Compte tenu des besoins du service et du nombre d'heures ou de leçons de l'activité de formation figurant à l'attestation d'inscription régulière, le directeur de la formation peut imposer, le cas échéant, un planning pour la dispense de service ou le congé de formation. Le planning est établi après consultation du chef de service et de l'agent intéressé.

La programmation ne peut porter atteinte au droit de l'agent d'utiliser sa dispense de service ou son congé de formation pour se rendre aux cours, y assister et, le cas échéant, rejoindre son lieu de travail après les cours et pour participer aux examens.

Art. 6. Les chefs d'établissements d'enseignement et les responsables de l'enseignement délivrent aux agents les documents suivants :

1^o une attestation mentionnant la ou les formation(s) auxquelles l'agent est inscrit, le nombre d'heures ou de leçons qu'elles comportent ainsi que leur calendrier.

Cette attestation doit être délivrée dans les vingt jours qui suivent le début de la formation ou la réception du premier travail imposé;

2^o une attestation rendant compte de l'assiduité avec laquelle l'agent a suivi l'activité de formation.

Cette attestation doit être délivrée au plus tard dans les vingt jours qui suivent la fin de l'activité de formation, de l'année scolaire ou du programme d'études.

Art. 7. § 1. Dans les trente jours qui suivent le début de la formation ou la réception du premier travail imposé, l'agent remet au directeur de la formation ou au chef du service de formation visé à l'article 3, l'attestation d'inscription régulière prévue à l'article 6, 1^o.

§ 2. L'agent qui abandonne une formation le notifie au directeur de la formation ou au chef du service de formation visé à l'article 3, dans les cinq jours qui suivent cet abandon.

Pour les activités de formation ne requérant pas de présence régulière, l'agent notifie dans les cinq jours l'abandon de l'envoi des travaux imposés. Il notifie également une interruption de plus de deux mois dans la réception par l'établissement d'enseignement des travaux imposés.

La même obligation de notification est applicable lorsque la durée totale des retards encourus dans la réception des travaux imposés est égale à une interruption de plus de deux mois.

Wanneer voor een bepaald jaar een aantal uren worden geweigerd, kunnen de nog niet opgenomen uren van het vijfde jaar voor de weigering gerecupereerd worden in het jaar volgend op de weigering. Het aantal gerecupereerde uren mag niet hoger zijn dan het aantal geweigerde uren.

Art. 3. Voor het bekomen van een dienstvrijstelling of een vormingsverlof bedoeld in artikel 5, §§ 2 en 3, van het koninklijk besluit van 18 november 1982 betreffende het onthaal en de vorming van het rijkspersoneel, vermeldt het personeelslid de opleiding(en). Het moet de toestemming krijgen van de secretaris-generaal of wanneer er geen is, van de door de minister gedelegeerde directeur-generaal.

Zij kunnen deze bevoegdheid in zijn geheel of ten dele overdragen aan de vormingsdirecteur en in de ministeries die een centrale vormingsdienst hebben georganiseerd, aan de chef van de vormingsdienst.

Het akkoord wordt voorafgegaan door het advies van de dienstchef.

Art. 4. De dienstvrijstelling of het vormingsverlof met betrekking tot de vormingsactiviteiten die bij wijze van schooljaar zijn georganiseerd, moet opgenomen worden tussen de aanvang van het desbetreffende schooljaar en het einde van de eerste examenzitting van dat schooljaar. In geval van een tweede zitting wordt voormelde periode verlengd tot het einde van deze zitting.

De dienstvrijstelling of het vormingsverlof met betrekking tot de vormingsactiviteiten die niet bij wijze van schooljaar zijn georganiseerd, moet opgenomen worden tussen het begin en het einde van de vormingsactiviteit.

Voor de vormingsactiviteiten die geen regelmatige aanwezigheid vereisen, moet de dienstvrijstelling of het vormingsverlof opgenomen worden tussen het aanvangen van de opgelegde werken en het beëindigen ervan. Wanneer deze opleiding gevolgd wordt door de deelname aan een examen, wordt de periode verlengd tot het einde van de eerste of eventueel tweede examenzitting.

Voor de vormingsactiviteiten die geen regelmatige aanwezigheid vereisen, is de duur van het vormingsverlof gelijk aan het aantal lessen vermeld op het getuigschrift van regelmatige inschrijving, bedoeld in artikel 6.

Art. 5. Rekening houdend met de behoeften van de dienst en met het aantal uren of lessen van de vormingsactiviteit vermeld in het getuigschrift van regelmatige inschrijving, kan de vormingsdirecteur desgevallend een planning voor de dienstvrijstelling of het vormingsverlof opleggen. De planning gebeurt na raadpleging van de dienstchef en van het betrokken personeelslid.

De planning mag geen afbreuk doen aan het recht van het personeelslid gebruik te maken van zijn dienstvrijstelling of zijn vormingsverlof om zich naar de cursussen te begeven, de cursussen bij te wonen en desgevallend om na de cursussen terug te keren naar het werk en om deel te nemen aan de examens.

Art. 6. De hoofden van de onderwijsinrichtingen en de verantwoordelijken van het onderwijs reiken aan de personeelsleden volgende bescheiden uit :

1^o een getuigschrift met vermelding van de opleiding of de opleidingen waarvoor het personeelslid ingeschreven is, het aantal uren of lessen dat ze omvatten en het tijdschema.

Dit getuigschrift moet uitgereikt worden binnen twintig dagen die volgen op de aanvang van de opleiding of op de ontvangst van het eerste opgelegde werk;

2^o een getuigschrift over de nauwgezetheid waarmee het personeelslid de vormingsactiviteit heeft gevolgd.

Dit getuigschrift moet uitgereikt worden ten laatste binnen twintig dagen die volgen op het einde van de vormingsactiviteit, van het schooljaar of van het leerprogramma.

Art. 7. § 1. Binnen dertig dagen die volgen op de aanvang van de opleiding of op de ontvangst van het eerste opgelegde werk, overhandigt het personeelslid aan de vormingsdirecteur of aan de in artikel 3 bedoelde chef van de vormingsdienst, het getuigschrift van regelmatige inschrijving bedoeld in artikel 6, 1^o.

§ 2. Het personeelslid dat een opleiding opgeeft, meldt dit aan de vormingsdirecteur of aan de in artikel 3 bedoelde chef van de vormingsdienst binnen vijf dagen die volgen op de opgave.

Voor de vormingsactiviteiten die geen regelmatige aanwezigheid vereisen, meldt het personeelslid binnen vijf dagen de opgave van het verzenden van de opgelegde werken. Hij meldt eveneens een onderbreking met meer dan twee maanden in de ontvangst door de onderwijsinrichting van de opgelegde werken.

Dezelfde meldingsplicht geldt wanneer de totale duur van de opgelopen achterstanden in de ontvangst van de opgelegde werker gelijk is aan een onderbreking van meer dan twee maanden.

L'avantage de la dispense de service ou du congé de formation n'est plus accordé à partir de la date des notifications prévues ci-dessus.

§ 3 Dans les trente jours qui suivent la fin de l'activité de formation, de l'année scolaire ou du programme d'études, l'agent remet au directeur de la formation ou au chef du service de formation visé à l'article 3 l'attestation d'assiduité.

Cette obligation vaut également pour l'agent qui a abandonné une formation.

Pour l'agent qui abandonne un cours d'enseignement à distance, la date de l'abandon est censée être la fin du programme d'études.

Art. 8. § 1er. Les attestations visées à l'article 6 sont établies selon le modèle figurant à l'annexe de cet arrêté.

§ 2. Par dérogation au § 1, les administrations ou le directeur général de la formation établissent le modèle des attestations visées à l'article 6 pour les activités de formation qu'ils organisent eux-mêmes.

Art. 9. Pour les mêmes cours le congé de formation ne peut être cumulé avec l'indemnité de promotion sociale visée à l'article 5 de l'arrêté royal du 21 août 1970 relatif à l'octroi d'un congé et d'une indemnité de promotion sociale à certaines catégories du personnel rétribué par l'Etat.

Bruxelles, le 16 janvier 1989.

M. HANSENNE

Het voordeel van de dienstvrijstelling of van het vormingsverlof wordt niet meer toegekend vanaf de datum van de hierboven bedoelde meldingen.

§ 3. Binnen dertig dagen die volgen op het einde van de vormingsactiviteit, van het schooljaar of van het leerprogramma, overhandigt het personeelslid aan de vormingsdirecteur of aan de in artikel 3 bedoelde chef van de vormingsdienst het getuigschrift over de nauwgezetheid.

De verplichting geldt eveneens voor het personeelslid dat een opleiding heeft opgegeven.

Voor het personeelslid dat een cursus schriftelijk onderwijs opgeeft, wordt de datum van de opgave geacht het einde van het leerprogramma te zijn.

Art. 8. § 1. Het model van de in artikel 6 bedoelde getuigschriften wordt vastgesteld in bijlage van dit besluit.

§ 2. In afwijking van § 1 bepalen de besturen of de directeur-generaal van de vorming het model van de in artikel 6 bedoelde getuigschriften voor de vormingsactiviteiten die zij zelf organiseren.

Art. 9. Het vormingsverlof kan voor dezelfde cursussen niet gecumuleerd worden met de vergoeding van sociale promotie, bedoeld bij artikel 5 van het koninklijk besluit van 21 augustus 1970 betreffende de toekenning van verlof en van een vergoeding van sociale promotie aan sommige categorieën van het door de Staat bezoldigd personeel.

Brussel, 16 januari 1989.

M. HANSENNE

Annexe I

ATTESTATION D'INSCRIPTION REGULIERE ET ATTESTATION D'ASSIDUITE

Ce document est délivré en application de l'arrêté royal du 18 novembre 1982 concernant l'accueil et la formation des agents de l'Etat et de l'arrêté ministériel du 16 janvier 1989 portant exécution de l'arrêté royal précité.

Je, soussigné(e)
 agissant en qualité de
 de l'établissement d'enseignement dont la dénomination et l'adresse
 sont mentionnées dans le cadre ci-contre
 ATTESTE QUE
 M./Melle/Mme (nom et prénom)

domicilié(e) à

est inscrit(e) régulièrement aux cours ci-après décrits : (activité de formation agréée par les arrêtés ministériels d'exécution)

intitulé : année d'étude :
 date de l'inscription : 19..... Durée totale des études : années

- nombre théorique d'heures de cours de l'année scolaire ou de l'activité de formation
- nombre théorique d'heures de cours que l'étudiant est dispensé de suivre en raison d'études antérieures ou en cours :
- nombre théorique d'heures de cours (durée de l'activité de formation) pour l'étudiant considéré :

| | |
|---|---|
| a | h |
| b | h |
| c | h |

$c = a - b$

Horaire des cours suivis : dimanche de h à h
 lundi de h à h mercredi de h à h vendredi de h à h
 mardi de h à h jeudi de h à h samedi de h à h

Date du début de la formation :
 Date du dernier examen de première session : Date du dernier examen de seconde session (le cas échéant)
 Date des vacances : de Noël de Pâques d'été

Date des autres congés :

Date et signature

L'étudiant a suivi les cours susdécrits de la façon suivante :

- nombre théorique d'heures de cours pour l'étudiant considéré (le cas échéant jusqu'à la date d'abandon des cours)
- nombre d'heures de cours effectivement données
- nombre d'heures de présence
- nombre d'heures d'absences justifiées
- nombre d'heures d'absences injustifiées

| | |
|---|---|
| Y | h |
| | h |
| | h |
| | h |
| Z | h |

$\frac{Z}{Y}$ = taux des absences irrégulières

Date d'abandon des cours (le cas échéant) : le 19...

(Sceau ou cachet de l'établissement)

Date et signature (en original)

Bijlage I

GETUIGSCHRIFT VAN REGELMATIGE INSCHRIJVING EN GETUIGSCHRIFT VAN NAUWGEZETHEID

Dit document wordt uitgereikt in toepassing van het koninklijk besluit van 18 november 1982 betreffende het onthaal en de vorming van het rijkspersoneel en van het ministerieel besluit van 16 januari 1989 houdende uitvoering van het vermelde koninklijk besluit

Ik, ondergetekende
 handelend als
 van de onderwijsinrichting waarvan de benaming en het adres vermeld
 zijn in het hiernaast staande raam
VERKLAAR DAT
 De genaamde (naam et voornaam)



woonachtig te

regelmatig is ingeschreven voor de cursussen die hieronder beschreven zijn : (bij de ministeriële uitvoeringsbesluiten erkende vormingsactiviteit)
 type van de cursus :

benaming : studiejahr :
 datum van inschrijving : 19..... Totale duur van de studies : jaren

- theoretisch aantal cursussen van het schooljaar of van de vormingsactiviteit
- theoretisch aantal cursussen waarvan de cursist vrijgesteld is wegens vroeger of gelijktijdig gevolgd onderwijs
- theoretisch aantal cursussen (duur van de vormingsactiviteit) voor de cursist in kwestie

| | |
|---|----|
| a | u. |
| b | u. |
| c | u. |

$c = a - b$

Uurrooster van de gevolgde cursussen :
 maandag vanu. totu. zondag vanu. totu.
 dinsdag vanu. totu. woensdag vanu. totu. vrijdag vanu. totu.
 donderdag vanu. totu. zaterdag vanu. totu.

Datum van de aanvang van de opleiding : .../.../19...

Datum van het laatste examen van de eerste zitting : .../.../19...

Datum van het laatste examen van de tweede zitting (in voorkomend geval) / /19

Vakantiedagen : Kerstvakantie Paasvakantie Zomervakantie

Andere verlofdagen :

Datum en handtekening

De cursist heeft de hierboven beschreven cursussen op volgende wijze gevolgd :

| | | | |
|---|---|----|--|
| — Theoretisch aantal cursussen voor de cursist in kwestie (in voorkomend geval tot de datum van het opgeven van de cursussen) | Y | u. | $\frac{Z}{Y}$ = percentage van de ongewettigde afwezigheid |
| — Aantal cursussen die werkelijk werden gegeven | | u. | |
| — Aantal uren aanwezigheid | | u. | |
| — Aantal uren gewettigde afwezigheid | | u. | |
| — Aantal uren ongewettigde afwezigheid | Z | u. | |

Datum van het opgeven van de cursussen (in voorkomend geval) : 19...

(Stempel van de inrichting)

Datum en handtekening (origineel)

Annexe II

A remplir par l'étudiant :

Nom :

Numéro de l'étudiant :

**A. ATTESTATION D'INSCRIPTION REGULIERE POUR L'ENSEIGNEMENT A DISTANCE
DU MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

Ce document est délivré en application de l'arrêté royal du 18 novembre 1982 concernant l'accueil et la formation des agents de l'Etat et de l'arrêté ministériel du 16 janvier 1989 portant exécution de l'arrêté royal précité.

Je, soussigné(e)

agissant en qualité de

de l'établissement d'enseignement dont la dénomination et l'adresse
sont mentionnées dans le cadre ci-contre

ATTESTE QUE

Mme/Mlle/M. (nom et prénom)

domicilié(e) à

est inscrit(e) régulièrement aux cours ci-après décrits :

Type de cours :

Intitulé : Année d'étude :

Date de l'inscription : 19... Date de la réception du premier travail imposé : 19...

PROGRAMME D'ETUDE

| Dénomination des cours : | Nombre total de semaines d'étude : | Nombre total de leçons : |
|--------------------------|------------------------------------|--------------------------|
| | | |

Date et signature

B. ATTESTATION D'ASSIDUITE

| | | |
|-----------------------------|---------------------------|--------------------------|
| Dénomination des cours : | Nombre de leçons reçues : | Fin du programme d'étude |
| Période(s) d'interruption : | | |

Date et signature

Bijlage II

| |
|---|
| In te vullen door de cursist : Naam : Cursistnummer : |
|---|

A. GETUIGSCHRIFT VAN REGELMATIGE INSCHRIJVING VOOR HET SCHRIFTELIJK ONDERWIJS
VAN HET MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

Dit document wordt uitgereikt in toepassing van het koninklijk besluit van 18 november 1982 betreffende het onthaal en de vorming van het rijkspersoneel en van het ministerieel besluit van 16 januari 1989 houdende uitvoering van het vermelde koninklijk besluit.

Ik, ondergetekende
 handelend als
 van de onderwijsinstelling waarvan de benaming en het adres vermeld
 zijn in het hiernaast staande raam

VERKLAAR DAT

De genaamde (naam en voornaam)
 wonende te
 regelmatig is ingeschreven voor de cursussen die hieronder beschreven zijn :
 Type van de cursus :
 Benaming : Studietoestand :
 Datum van de inschrijving : 19... Datum van de ontvangst van het eerste opgelegde werk :

LEERPROGRAMMA

| Benaming van de cursussen : | Totaal aantal studieweken : | Totaal aantal lessen |
|-----------------------------|-----------------------------|----------------------|
| | | |

Datum en handtekening

B. GETUIGSCHRIFT VAN NAUWGEZETHEID

| | | |
|-------------------------------|---------------------------|-----------------------|
| Benaming van de cursussen : | Aantal ontvangen lessen : | Einde leerprogramma : |
| Periode(s) van onderbreking : | | |

Datum en handtekening

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

F. 89 — 322

7 JANVIER 1989. — Arrêté royal portant application des articles 2 et 4 de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, modifiée par les lois des 27 juillet 1971, 6 juillet 1972 et 18 février 1977, notamment l'article 2;

Vu la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale de l'enseignement secondaire, modifiée par la loi du 31 juillet 1975, notamment l'article 11;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Éducation nationale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Sont classées dans l'enseignement supérieur technique, les sections des établissements ci-après :

1. Type court et de plein exercice :

« MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE »

N. 89 — 322

7 JANUARI 1989. — Koninklijk besluit houdende toepassing van artikels 2 en 4 van de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs, gewijzigd door de wetten van 27 juli 1971, 6 juli 1972 en 18 februari 1977, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs, gewijzigd bij de wet van 31 juli 1975, inzonderheid op artikel 11;

Op de voordracht van Onze Minister van Onderwijs,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Worden ingedeeld in het technisch hoger onderwijs, de afdeling van de hiernavolgende inrichtingen :

1. Korte type met volledig leerplan :

| Localité — Lokaliteit | Matricule — Stamboeknummer | Etablissement : dénomination et adresse — Inrichting : benaming en adres | Rés. — Net | Sections — Afdelingen |
|-----------------------------|----------------------------------|---|------------------|--|
| Bruxelles | 2.044.149 | Institut supérieur De Mot-Couvreur Place du Nouveau Marché-aux-Grains 24 1000 Bruxelles | C | Technologie de l'informatique électronique Industrie de l'habillement (création au 1.9.88) |
| Forest | 2.081.008 | Institut de Radio-électricité et de Cinématographie (INRACI) Avenue Rousseau 75 1190 Bruxelles | L | Electronique Cinématographie Photographie |
| Bruxelles | 2.081.023 | Institut d'Enseignement pédagogique et technique de l'Etat Avenue De Fré 82 1180 Bruxelles | E | Assistant d'ingénieur |
| Saint Josse-ten Noode | 2.266.018 | Institut d'Enseignement supérieur économique de l'Etat Avenue de l'Astronomie 12 1030 Bruxelles | E | Informatique industrielle (création au 1.9.88) |
| Bruxelles | 2.269.021 | Institut supérieur de Schaerbeek Grande rue au Bois 78 1030 Bruxelles | C | Electronique médicale (création au 1.9.88) |
| Woluwe-Saint-Lambert | 2.339.036 | Institut P. Lambin Clos Chapelle-aux-Champs 43 1200 Bruxelles | L | Assistants de laboratoire chimique |